

d'État chargé de la petite entreprise (M. Marchand)? Et ceux des ministres des Finances, de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) et des Transports (Mr. Lang)? Pour ce qui est des ministres qui viennent de parler, je dois les féliciter d'avoir au moins fait inscrire leurs deux noms sur la page frontispice. Je ne peux qu'espérer trouver des preuves qu'ils ont également uni leurs deux têtes! En réalité, ils ne peuvent même pas s'entendre sur la question fondamentale de la simple existence d'une politique alimentaire. Aujourd'hui, le ministre de l'Agriculture prétend que nous en avons une alors que le ministre de la Consommation et des Corporations affirme qu'il nous en faut une. Et voilà pour la solidarité ministérielle!

Puisque ces deux personnages ne peuvent s'entendre sur une question aussi fondamentale, faut-il s'étonner que le document cherche à concilier les deux aspects de presque toutes les questions qu'il traite. Le gouvernement favorise le système de la libre concurrence, mais il favorise également la gestion de l'offre. Il souhaite plus de libéralisme dans le commerce mondial des produits agricoles, mais il est déterminé à renforcer les mécanismes destinés à protéger nos marchés locaux. Et ainsi de suite. Non seulement ce document représente-t-il une collection de généralités, mais même à ce niveau-là, le gouvernement ne fait qu'ajouter confusion et contradiction à des questions qui exigent de toute urgence clarté et inspiration.

● (1240)

Nous n'avons jamais prétendu qu'il existait une solution facile au problème de la politique alimentaire nationale. Les questions à cet égard sont à la fois difficiles et complexes. Ce qu'il faut faire, c'est adopter une méthode globale à long terme dans un climat de collaboration et non d'affrontement. Il doit y avoir de la consultation si nous voulons établir un peu d'ordre et de stabilité dans ce domaine. De fait, il faut tenir compte de bien des questions qui ne relèvent pas directement des deux ministres et qui, je le répète, sont à peine mentionnées dans le document, c'est-à-dire les transports, l'utilisation des terres, le soutien du revenu et les subventions, si nous voulons envisager la production et la consommation de produits alimentaires de façon coordonnée et sensée au Canada.

Pour être tout à fait honnête, monsieur l'Orateur, je dois signaler que la lecture du document m'a bien attristée. Je pensais vraiment qu'il contiendrait une déclaration ronflante sur le besoin de développer notre industrie alimentaire. Dans 35 ans, la population mondiale aura doublé, ce qui représentera une augmentation de sept milliards de personnes dans l'espace d'une vie. D'ici là, nous devons établir toutes les infrastructures nécessaires pour nourrir tout ce monde. Le document n'en parle pas. Il y a un vieux dicton dans ma famille qui dit: «Faites monter le niveau de l'eau dans le lac et toutes les barques flotteront plus haut.» Cette philosophie ne se retrouve pas dans le document.

Le document ne parle même pas de la recherche et du développement. Nous n'avons jamais abordé le problème de façon scientifique. La technologie alimentaire a réalisé d'énormes progrès dans le cadre du programme spatial. Le document ne mentionne nulle part que nous utiliserons les moyens scientifiques et techniques disponibles. Le document est donc plutôt incomplet et assez attristant. Certaines des choses mentionnées dans le document, même si elles ne le sont que de façon générale, sont essentielles à toute politique réaliste. Personne

Politique alimentaire

ne peut contester le besoin de fournir au consommateur des renseignements plus détaillés et plus complets sur l'alimentation ou le besoin de mieux renseigner le public sur les prix et la nutrition. Personne ne voudrait non plus contester le fait que, comme les attributions sont partagées dans tellement des secteurs en cause, il est essentiel qu'il y ait une consultation et une coordination efficaces entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Nous pouvons tous souscrire à ces objectifs généraux. Il faudra attendre de voir ce que le gouvernement a l'intention de faire pour les atteindre.

Le ministre de l'Agriculture a parlé d'organiser des «réunions de travail», comme il les a appelées, à la fin de l'automne ou au début de l'hiver, comme si c'était la prochaine chose à faire. Je lui dirai que le document n'est tout simplement pas assez complet pour que nous puissions attendre jusqu'à la fin de l'automne pour faire quelque chose. Nous avons vu comme le Canada a dû payer cher l'indécision et les tergiversations du gouvernement au sujet de questions économiques importantes. A mon avis, au lieu d'attendre encore six mois, le ministre de l'Agriculture et ses collègues du cabinet devraient se mettre à la tâche immédiatement. Pourquoi le ministre ne renvoie-t-il pas le document à un comité parlementaire et ne charge-t-il pas ce comité de recevoir des témoignages de tous les groupes qui s'intéressent directement à ces questions? Ce document est simplement un schéma de discussion. Pourquoi ne pas ouvrir un débat sérieux? Qui sait, monsieur l'Orateur, peut-être un comité parlementaire pourrait-il faire des recommandations sur lesquelles les deux ministres arriveraient quand même à s'entendre. On nous force à nous rappeler qu'avec des restes, on ne fait jamais que du hachis.

Je ne sais pas ce que le ministre peut bien connaître vraiment au circuit de l'alimentation, mais en fait d'emballage ses déclarations prouvent qu'il s'y connaît. On se prend à se demander si ce n'est pas là un premier document électoral. En tout cas, dans l'alimentation, n'importe qui vous dira, que ce n'est pas tout de soigner l'emballage. Pour y réussir il faut donner à la clientèle autre chose que des os. Et avec la politique alimentaire du gouvernement il n'y a même pas de quoi faire une soupe.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, tout ce qu'on peut retenir de ce document, c'est le moment où il est présenté: le lendemain d'un grand battage sur les élections ontariennes. Le ministre annonce sa nouvelle stratégie alimentaire au moment où les journaux sont remplis de résultats électoraux. Je sympathise avec le gouvernement. Moi-même je n'aurais pas osé publier ces renseignements un jour où les journalistes sont déjà pris ailleurs. J'estimerais que cela n'en vaudrait pas la peine.

Il n'y a absolument rien de neuf dans ce ballot, monsieur l'Orateur. C'est un simple rabâchage de certains de nos problèmes alimentaires, une nomenclature de certains programmes en application. Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) prétend que nous avons déjà une politique alimentaire, mais le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Abbott) soutient le contraire. Ils n'arrivent même pas à se mettre d'accord en Chambre. Je répète qu'il y a rien de neuf à tout cela. C'est du pur verbiage libéral pour période électorale, un résumé de politiques existantes.

Il y a un an environ, on nous a présenté le rapport des dix sous-ministres concernant un certain nombre d'aspects de la